



**PRÉFET  
DE L'AUDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 30/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SAS MONIER**

Usine de Limoux Massia  
Route de St Polycarpe  
11300 LIMOUX

Références : UID11/66-C3-2022-522  
Code AIOT : 0006600192

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2022 dans l'établissement SAS MONIER implanté Vendémies Usine de Limoux -rte de St Polycarpe 11300 LIMOUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS MONIER
- Vendémies Usine de Limoux -rte de St Polycarpe 11300 LIMOUX
- Code AIOT : 0006600192
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société MONIER exploite un gisement d'argile au lieu-dit « Vendémies », sur le territoire de la commune de Limoux.

Les matériaux extraits ne sont pas traités dans l'enceinte de la carrière, mais à l'usine de fabrication de tuiles, implantée à Limoux.

L'extraction est réalisée en partie par des tirs de mines, afin d'extraire les bancs gréseux, et atteindre le gisement d'argile.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la situation administrative (rubriques, tonnages, cote, etc)
- plan d'exploitation et phasage
- suivi des piézomètres et des rejets du bassin de décantation
- plan de gestion des déchets (PGD)
- plan de tir et suivi des vibrations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	plan de surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	station de mesure	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 1.8.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
13	Eaux de pluie	Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	suivi des retombées atmosphériques totales	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet
4	station météorologique	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8	/	Sans objet
5	bilan annuel des mesures réalisées	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	/	Sans objet
11	Repère de nivellement et de bornage	Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 1.8.1.3	/	Sans objet
14	Eaux rejetées	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3	/	Sans objet
15	Mesures des vitesses particulières	Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 6.2.2	/	Sans objet
16	conditions d'aménagement	Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 2.1.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
7	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
8	Consistances des installations classées	Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 1.3	/	Sans objet
9	Liste des installations concernées par la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 1.4	/	Sans objet
12	Voies et aires de circulation	Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 2.1.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de l'inspection, plusieurs constats conduisent l'inspection des installations classées à proposer de mettre en demeure l'exploitant de : mettre en place un plan de surveillance des poussières avec jauges de retombées fixes, cloturer les bassins de traitement des eaux de ruissellement et traiter les eaux avant rejet dans le milieu naturel.

Enfin, quelques autres constats effectués lors de l'inspection sont susceptibles de suites, et nécessitent des précisions ou compléments préalables de la part de l'exploitant.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : plan de surveillance des émissions de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plan de surveillance des émissions de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.  Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.  Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu présenter de plan de surveillance des émissions de poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : station de mesure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, station de mesure
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;</li> <li>- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</li> <li>- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</li> </ul> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant indique avoir des jauges de retombées mais ne pas savoir interpréter les données. Il déclare que les jauges ne sont pas fixes mais sont déplacées suivant les campagnes d'extraction.</p> <p>Dans le rapport de mesures de poussières daté du 09/05/22 et réalisé par la société IRH, il est mentionné un suivi des retombées atmosphériques pour une période de 30 jours au mois de mars 2022.</p> <p>Il n'est pas mentionné dans le rapport si le suivi a été réalisé durant une période d'extraction ou une période d'arrêt et il n'est pas indiqué le type de station de mesure (témoin, de type (b) ou de type (c)).</p> <p>Sur le plan d'implantation mentionnant les 3 jauges installées, il n'y a pas de rose des vents indiquant les points cardinaux. Il n'est pas possible de savoir si une jauge sert de station de mesure témoin et où se situe la station de mesure située sous les vents dominants.</p> <p>Aucune jauge n'est implantée à proximité immédiate des premières habitations. Toutes les jauges sont implantées à l'intérieur du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : suivi des retombées atmosphériques totales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, suivi des retombées atmosphériques totales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.  Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m <sup>2</sup> /jour.  L'objectif à atteindre est de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.  En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
<b>Constats :</b> Dans le rapport de mesures de poussières daté du 09/05/22 et réalisé par la société IRH, il est mentionné un suivi des retombées atmosphériques pour une période de 30 jours au mois de mars 2022. Les valeurs sont inférieures à 500 mg/m <sup>2</sup> /jour. Le rapport indique que la surveillance est effectuée à l'aide de 3 collecteurs de type jauges OWEN et les mesures de retombées sont effectuées conformément à la norme NFX 43-014. Cependant il n'est pas indiqué le type de jauge installée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : station météorologique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, station météorologique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.  La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.  Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique ne pas avoir de station météorologique installée ni d'abonnement à des données corrigées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : bilan annuel des mesures réalisées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bilan annuel des mesures réalisées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu présenter de bilan annuel des mesures réalisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
<b>Constats :</b> le plan de gestion, daté de 2018 et présenté par l'exploitant lors de l'inspection mentionne le type de déchets et les quantités totales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan de l'installation avec les zones d'implantation des stocks et des déchets inertes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 8 : Consistances des installations classées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, caractéristiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes : Tonnages maximums annuels à extraire : 252 000 tonnes Tonnages moyens annuels à extraire à 200 000 tonnes Production de granulats à 100 000 m <sup>3</sup> / an Production maximale de granulats à 150 000 m <sup>3</sup> / an Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés =: 284 019 m <sup>2</sup> dont superficie de la zone à exploiter : 216910 Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : terres argileuses, graves naturelles alluvionnaires, Modalités d'extraction : engins mécaniques tels que pelle hydraulique, exceptionnellement l'usage des explosifs, Caractéristiques maximales des fronts : 15mètres Epaisseur d'extraction maximale : 75 mètres Cote moyenne de fond de fouille :190 m NGF Il n'y a pas d'installations annexes implantées sur le site.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique un tonnage moyen d'extraction sur les années 2021 et 2022 à 144 000 tonnes et ne pas faire de production de granulats. Les campagnes d'extraction durent environ 6 mois et débutent habituellement aux alentours de septembre-octobre. Il indique faire 1 à 4 tirs de mine par campagne. Le relevé de fond de fouille est de 192 m NGF au 31/12/21 d'après le dernier plan d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Liste des installations concernées par la nomenclature**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rubriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations autorisées sont visées à-la nomenclature des installations classées, sous les rubriques
<b>Constats :</b> Les installations observées lors de l'inspection correspondent à la liste des installations autorisées et mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 22/06/2006.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Signalisation, accès, zones dangereuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 1.8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Bassins
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture et une fermeture efficaces. Les bassins de traitement des eaux de ruissellement mis en place seront également clôturés et fermés à clef. Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
<b>Constats :</b> Le bassin de traitement des eaux de ruissellement n'est pas clôturé complètement et aucune pancarte ne signale le danger.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Repère de nivellement et de bornage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 1.8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Bornes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>1°/ des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;          Les bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc et repérés suivant le plan de bornage précité.          2°/ des bornes de nivellement ;          Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas montré de bornes et de poteaux métalliques de 2 m qui déterminent le périmètre de l'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Voies et aires de circulation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, revêtement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les voies de circulation, les pistes et les voies d'accès doivent être nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages...) susceptible de gêner la circulation, l'exploitant procédera au revêtement par des tuiles cassées des voies de circulation de la station de transit utilisées par les véhicules emportant l'argile vers la tuilerie.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, les voies de circulation étaient dégagées de tout objet. Le revêtement était réalisé par des tuiles cassées provenant de l'usine de tuile à proximité. Un tas d'environ 200 m3 de tuiles cassées était présent sur la carrière lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Eaux de pluie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pluie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées, dans la mesure du possible, par les installations et leur activité. Un bassin de décantation des écoulements superficiels équipé d'un déshuileur sera mis en place avant rejet dans le ruisseau de Saint -Polycarpe
<b>Constats :</b> La carrière dispose d'un bassin qui collecte une partie des eaux de ruissellement de la zone sud de la carrière. Une buse, au fond du bassin, permet de rejeter les eaux dans le ruisseau. L'installation ne dispose pas de déshuileur et le bassin ne permet pas de décanter les eaux car la buse de rejet est en partie basse du bassin. A proximité du décrocteur de roues, rempli d'eau, l'inspection des installations classées a observé un ravinement du bord du fossé indiquant qu'un rejet important d'eau circule par ce biais. Un chauffeur d'engin, présent lors de l'inspection, confirme que les eaux pluviales collectées sur la zone de stockage de l'argile et à proximité du décrocteur sont rejetées directement dans le ruisseau sans passer par un bassin de décantation et un déshuileur.  L'installation dispose d'une aire étanche bétonnée pour l'entretien et le ravitaillement des véhicules, équipée en son centre d'une rigole. L'exploitant indique que les eaux de l'aire de ravitaillement et d'entretien sont rejetées directement dans le milieu extérieur, sans passer par un décanteur-séparateur d'hydrocarbures.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 : Eaux rejetées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :  - le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;  - la température est inférieure à 30 °C ;  - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;  - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;  - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).
<b>Constats :</b> l'exploitant n'a pas présenté de résultat de mesures des eaux rejetés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Mesures des vitesses particulières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vibration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Le respect des valeurs des vitesses particulières pondérées ci-dessus est vérifié lors de chaque tir réalisé sur la carrière dans les conditions ci-après :</p> - Un enregistreur de vibrations sera placé sur le seuil de porte d'un bâtiment voisin. L'enregistreur sera disposé de sorte que ses axes soient parallèles aux axes principaux du bâtiment. Il sera de préférence scellé en plâtre, à défaut, l'opérateur devra s'assurer que l'appareil est stable et en parfait contact avec le support ; - sur les enregistrements recueillis, il conviendra qu'apparaissent : la date et l'heure de tir, la référence de l'enregistrement, les vitesses particulières, le lieu d'enregistrement, la distance entre l'enregistreur et le plus proche trou du tir avec le maximum de précision possible.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni un enregistrement des vitesses particulières d'un tir daté du 18/02/22. Les vitesses particulières pondérées sont inférieures à 10 mm/s. Le lieu d'enregistrement n'est pas mentionné.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : conditions d'aménagement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, réduire les risques d'accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- limiter le risque de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations ;</li><li>- réduire les risques d'accident et pour en limiter les conséquences pour l'homme et l'environnement ;</li><li>- limiter les impacts paysagers.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté un merlon de faible hauteur et très proche du pylône électrique implanté sur la carrière. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de renforcer la protection autour du pylône électrique afin de réduire le risque d'accident.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

